



AVOCATS.BE

Monsieur Bashar al-Assad
Président de la Syrie

Fax : 0093 11 332 3410

Bruxelles, le 14 janvier 2014

n. réf : 114-PH-hb (à rappeler svp)

Monsieur le président,

Concerne : Appel urgent pour la libération des avocats des droits de l'homme

L'Ordre des barreaux francophones et germanophone de Belgique représente les quelques 7.500 avocats qui font partie des 13 barreaux francophones et du barreau germanophone de Belgique.

Nous sommes particulièrement inquiets du sort que connaissent actuellement plusieurs de nos confrères Syriens.

Maître Razan Zaitouneh, écrivaine, avocate, défenseuse des droits humains, lauréate de nombreux prix, a été enlevée le 9 décembre 2013 par des inconnus avec son mari, Wa'el Hamada, aussi avocat, et deux collaborateurs, Nazem Hamadi et Samira Khalil, dans les locaux, communs au « Violations Documentation Center » (VDC) et au « Local Development and Small Projects Support » (LDSPS), à Douma dans la banlieue de Damas. Cette zone se trouve sous le contrôle de plusieurs groupes d'opposition armés et est actuellement assiégée par les forces gouvernementales.

Dans une déclaration conjointe rendue publique le 10 décembre, le VDC et le LDSPS ont mentionné que l'enlèvement de Maître Razan Zaitouneh aurait pour origine ses activités en tant que membre fondateur de ces organisations. Le VDC est une ONG indépendante qui a notamment documenté des violations des droits humains commises par le gouvernement dans le cadre du conflit syrien. Le LDSPS apporte une assistance humanitaire, en particulier aux centres médicaux dans des régions comme celle de la Ghouta orientale.

.../...

a.

AVOCATS.BE

...
Nous avons été informés que, comme beaucoup d'autres défenseurs des droits de l'homme que le gouvernement considère comme étant impliqués dans les mouvements en faveur des réformes, Me Razan Zaitouneh a été contrainte de vivre dans la clandestinité en 2011, après avoir reçu des menaces de la part des autorités syriennes. De même, dans les derniers mois, elle aurait reçu des menaces proférées par au moins un groupe de l'opposition armée dans la région de la Ghouta orientale.

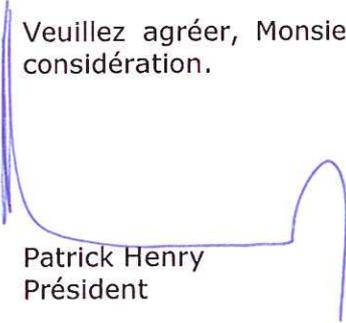
Razan Zaitouneh a été récemment lauréate du Prix international Femme de courage 2013. Elle a également reçu le Prix Anna Politkovskaïa et, en 2011, le Prix Sakharov pour la liberté de l'esprit, décerné par le Parlement européen.

Nous appelons à la libération immédiate et inconditionnelle de Me. Razan Zaitouneh, de son époux, Wa'el Hamada, et de ses collègues Nazem Hamadi et Samira Khalil.

Nous appelons également toutes les parties impliquées dans le conflit à respecter les obligations qui sont les leurs selon le droit international des droits de l'homme et le droit international humanitaire, qui interdisent l'enlèvement de civils, la prise d'otages et la torture.

Enfin, nous rappelons l'obligation qui pèse sur les États tant en vertu du droit coutumier international que des principes internationaux de droit, et expressément rappelée dans les Principes de Base des Nations Unies relatifs au rôle du barreau, en vertu desquels « lorsque la sécurité des avocats est menacée dans l'exercice de leurs fonctions, ils doivent être protégés comme il convient par les autorités » (Principe 17).

Veillez agréer, Monsieur le président, l'assurance de ma haute considération.



Patrick Henry
Président